

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

ORANGE BANK (ANCIENNEMENT GROUPAMA BANQUE)

Société anonyme au capital de 220 825 712 €
Siège social : 67, rue Robespierre, 93107 Montreuil Cedex
572 043 800 R.C.S. Bobigny - Code NAF 6419Z

Documents comptables annuels sociaux au 31 décembre 2016 approuvés par l'assemblée générale mixte du 14 mars 2017

I. – Bilan

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2016	31/12/2015	Variations
Caisse, banque centrale	13 743	48 996	- 35 253
Effets publics et valeurs assimilées	716 041	766 400	- 50 359
Créances sur les établissements de crédit	948 711	279 690	669 021
Opérations avec la clientèle	2 163 550	2 034 384	129 166
Obligations et autres titres à revenu fixe	862 048	1 046 470	- 184 422
Actions et autres titres à revenu variable	17	35	- 18
Participations et autres titres détenus à long terme	290	77	213
Parts dans les entreprises liées	-	125 697	- 125 697
Immobilisations incorporelles	16 005	15 584	421
Immobilisations corporelles	1 155	1 660	- 505
Autres actifs	110 976	93 081	17 895
Comptes de régularisation	27 360	13 636	13 724
Total actif	4 859 896	4 425 710	434 186

Passif	31/12/2016	31/12/2015	Variations
Dettes envers les établissements de crédit	467 415	651 392	- 183 977
Opérations avec la clientèle	3 786 135	3 147 865	638 270
Dettes représentées par un titre	131 650	85 734	45 916
Autres passifs	16 224	19 953	- 3 729
Comptes de régularisation	99 453	95 651	3 802
Provisions	14 690	16 185	- 1 495
Dettes subordonnées	27 785	27 442	343
Capitaux propres	337 717	376 453	- 38 736
Capital souscrit	220 826	120 826	100 000
Primes d'émission	104 808	171 412	- 66 604
Réserves	12 083	22 830	- 10 747
Report à nouveau	-	61 385	- 61 385
Résultat de l'exercice	- 21 174	5 035	- 26 210
Total passif	4 859 896	4 425 710	434 186

Hors-bilan	31/12/2016	31/12/2015	Variations
Engagements donnés			
Engagements de financement	561 501	523 365	38 136

Engagements de garanties	21 204	17 399	3 805
Engagements sur titres	-	-	-
Autres engagements	1 364 654	1 446 461	- 81 807
Total engagements donnés	1 947 359	1 987 225	- 39 866
Engagements reçus			
Engagements de financement		-	
Engagements de garantie	744 144	636 051	108 093
Engagements sur titres	-	-	-
Total engagements reçus	744 144	636 051	108 093
Autres engagements			
Engagements douteux	206	206	-
Total des autres engagements	206	206	-

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros+ = produit / - = charge)

Compte de résultat	31/12/2016	31/12/2015	Variations
Intérêts et produits assimilés	90 962	91 446	- 484
Intérêts et charges assimilées	- 49 828	- 49 548	- 280
Revenus des titres à revenu variable	25 262	24 027	1 235
Commissions (produits)	61 025	65 263	- 4 238
Commissions (charges)	- 8 968	- 9 958	990
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	- 2 181	- 1 490	- 691
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	- 1 268	- 4 112	2 844
Autres produits d'exploitation bancaire	2 197	1 054	1 143
Autres charges d'exploitation bancaire	- 16 538	- 18 459	1 921
Produit net bancaire	100 663	98 223	2 440
Charges générales d'exploitation	- 95 957	- 83 616	- 12 341
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	- 1 096	- 1 162	66
Résultat brut d'exploitation	3 610	13 445	- 9 835
Coût du risque	- 10 394	- 8 029	- 2 365
Résultat d'exploitation	- 6 785	5 415	- 12 200
Gains et pertes sur actifs immobilisés	- 14 674	- 680	- 13 994
Résultat courant avant impôt	- 21 459	4 735	- 26 194
Résultat exceptionnel	-	-	-
Impôt sur les sociétés	285	301	- 16
Dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux	-	-	
Résultat net	- 21 174	5 036	- 26 210

III. – Annexes

Note n°1. – Les comptes annuels – Annexe aux comptes sociaux

L'annexe aux comptes annuels de l'exercice 2016 d'Orange Bank a été rédigée avec le souci de compléter et de commenter l'information donnée par le bilan d'un total de 4 859 895 637,68 €, et par le compte de résultat qui dégage une perte nette de 21 173 563,24 €.

Les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2016 sont présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes d'Orange Bank sont intégrés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés établis par la société Rapp 77.

Faits marquants

En 2015, l'année avait notamment été marquée par les travaux menés par la Banque pour répondre à la consultation d'Orange qui recherchait un partenaire pour lancer une offre de Banque mobile innovante.

Un processus s'est engagé, qui dès le 4 janvier 2016 a été marqué par l'annonce de l'entrée de Groupama et d'Orange en négociations exclusives, en vue de conclure un partenariat pour développer un modèle bancaire nouveau, l'objectif étant de déboucher sur l'acquisition par Orange de 65 % de Groupama Banque, afin de bénéficier d'une infrastructure déjà opérationnelle et rodée.

Quatre mois plus tard, le 22 avril 2016, Orange et Groupama ont signé un accord annonçant l'entrée d'Orange à hauteur de 65% au capital de Groupama Banque, après obtention de l'accord des autorités réglementaires et prudentielles françaises et européennes.

Cet accord a été obtenu le 29 septembre 2016 (sous réserve des conditions résolutoires et suspensives), et lors du Conseil d'Administration de la Banque du 4 octobre 2016 Orange est devenu actionnaire majoritaire de celle-ci, destinée à devenir Orange Bank dès janvier 2017, Groupama en conservant 35 %.

Cette prise de contrôle d'Orange s'est faite par l'intermédiaire de la société holding Rapp 77 (future « compagnie financière d'Orange Bank ») et a été structurée comme suit :

- Apport par Groupama de 100 % des titres Groupama Banque préalablement détournée de ses filiales (Groupama Asset Management, Groupama Immobilier et Groupama Epargne Salariale) à Rapp 77, filiale d'Orange, rémunéré à hauteur de 35 % du capital de cette holding ;
- Signature par Orange de contrats de services (marque et distribution) en faveur de Rapp 77, à la date d'entrée en vigueur des accords.

Le conseil d'administration du 4 octobre 2016 a également nommé André Coisne Directeur général de Groupama Banque et reconduit Delphine d'Amarzit dans ses fonctions de Directrice générale déléguée (les deux étant dirigeants effectifs). Ce changement de gouvernance s'est accompagné d'une réorganisation de la Banque autour de cinq nouvelles directions :

- Distribution & relation client ;
- Opérations, engagements, finances et secrétariat général ;
- Marketing, communication & expérience client ;
- Transformation digitale, process & SI ;
- Ressources humaines.

Prise de participation majoritaire, dans le capital d'Orange Bank (ex Groupama Banque), du Groupe de télécom Orange

En date du 4 octobre 2016, les actionnaires historiques d'Orange Bank, Groupama SA et Groupama Gan Vie, ont apporté 100 % de leurs titres Orange Bank à la Compagnie Financière Holding (« la CFH ») Rapp 77. La CFH est détenue, après cet apport de titres, à 35 % par le Groupe Groupama et 65 % par Orange Participations.

Conformément à la décision des actionnaires Orange Bank (ex Groupama Banque) à procéder à une opération dite de détournement consistant à transférer au Groupe Groupama les 3 filiales détenues par ex Groupama Banque, soit : Groupama Asset Management, Groupama Immobilier et Groupama Epargne Salariale. Les opérations se sont déroulées ainsi :

- Orange Bank a vendu à Groupama SA la totalité de sa participation dans Groupama Epargne Salariale ;
- Orange Bank a apportée à une filiale de Groupama Sa, Astorg 2, la totalité de sa participation dans Groupama Asset Management et Groupama Immobilier. En rémunération de cet apport de ces deux participations, Orange Bank a reçu des titres d'Astorg 2. Ces opérations n'ont pas dégagé de résultat.

— A la suite de ces opérations, et conformément aux décisions des actionnaires, Orange Bank a procédé à des distributions exceptionnelles pour un montant de 143 771 250,47 € imputées sur la prime d'émission et sur les réserves distribuables disponibles, sous la forme suivante :

- une première distribution en cash pour 15 719 870,08 €, correspondant aux fonds reçus de la cession de Groupama Epargne Salariale,
- une seconde distribution sous forme de distribution en nature pour 109 970 863,39 € correspondant aux titres Astorg 2 reçus précédemment,
- une troisième distribution exceptionnelle sous forme de cash pour un montant de 18 080 516 €.

Toujours en date du 4 octobre 2016, la CFH a souscrit à une augmentation de capital d'Orange Bank de 100 000 000 d'euros.

Le TSDI, Titres Subordonné à Durée Indéterminée, historiquement souscrit par le Groupe Groupama, a été entièrement remboursé en date du 4 octobre 2016 et a été remplacé par un titre subordonné de montant équivalent souscrit par le Groupe Orange.

Le fonds de commerce inscrit à l'actif de la Banque a été passé en non-valeur en date du 4 octobre 2016. Ce fonds de commerce a été créé en 1999 lors de la restructuration du pôle financier de Groupama et du GAN suite à l'acquisition de ce dernier par Groupama. Il était essentiellement lié à la plus-value latente attachée à Groupama Asset Management et à sa capacité financière à remonter régulièrement des dividendes.

Dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre de la nouvelle offre, qui devrait être lancée courant 2017, les dépenses contribuant à celle-ci font l'objet d'activation (immobilisation en cours) dans le respect des règles comptables en vigueur. Ceci explique la croissance du poste « immobilisation en cours » à l'actif du bilan.

Événements postérieurs à la clôture

En date du 16 janvier 2017 Groupama Banque a changé de dénomination sociale, pour Orange Bank.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice 2016 sont arrêtés en application des principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels, à savoir :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables ;
- L'indépendance des exercices ;
- Dans le respect du principe de prudence.

Conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit, les méthodes d'évaluation prennent en compte pour la majorité des opérations l'intention dans laquelle celles-ci ont été conclues.

Les opérations sont comptabilisées selon les intentions de gestion :

- Les prêts accordés sont comptabilisés au coût historique. Les commissions et les coûts marginaux de transaction perçus ou payés à l'octroi des crédits sont comptabilisés sur la durée de vie de ceux-ci au prorata temporis. En cas de risque de non remboursement, les prêts font l'objet de dépréciation sous forme de provision.

- Les titres acquis sont classés selon trois intentions de gestion :

- Portefeuille de négociation : intention de revendre rapidement avec une évaluation en mark to market ;
- Portefeuille d'investissement : intention de garder ceux-ci jusqu'au remboursement, cette catégorie ne concerne que des titres à revenu fixe.

Les titres achetés sont comptabilisés au coût historique, les produits étant comptabilisés sur la durée de vie de ceux-ci au prorata temporis. En cas de risque de non remboursement les titres font l'objet de dépréciation sous forme de provision.

- Portefeuille de placement : accueille tous les titres qui ne répondent pas aux deux intentions de gestion précédentes. Les produits sont rapportés au compte de résultat prorata temporis. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, par contre les moins-values font l'objet de dépréciation sous forme de provision.

Lorsque les marchés sur lesquels sont conclus ces instruments ne présentent pas une liquidité suffisante, l'évaluation au mark to market est corrigée pour intégrer une décote d'illiquidité.

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les créances et dettes répondant aux conditions suivantes (même contrepartie, exigibilité et devise identiques, existence d'une lettre de fusion de comptes) ont fait l'objet d'une compensation comptable au bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Lorsqu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer une part ou la totalité de leurs dettes ou de leurs engagements, des dépréciations pour créances douteuses ou des provisions sont dotées dans les résultats.

Conformément aux textes en vigueur, les engagements présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière immobilière) sont automatiquement classés en encours douteux. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés.

Les *encours de crédit*, ayant fait l'objet d'un classement en encours douteux depuis moins d'un an, doivent être isolés dans une catégorie comptable spécifique.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non perception par Orange Bank de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les créances sur crédits à la consommation (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement), ou si indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses. Les découverts sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle.

Pour un *débiteur donné*, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garanties.

Les *créances douteuses* peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et le plus bas du taux de marché ou des conditions d'origine est enregistrée en « Coût du risque » lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restant à courir de la créance.

Un *encours douteux compromis* est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Cette identification intervient au plus tard à la échéance du terme. Un encours douteux est présumé compromis un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises, les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées. Le classement en encours douteux compromis entraîne par contagion le classement dans cette catégorie des autres encours relatifs à la contrepartie concernée.

Les *encours douteux* donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses ou pour risques à hauteur des pertes probables. Le calcul est basé sur l'historique des pertes constatées sur les dossiers clôturés et en prenant en compte l'effet actualisation des flux recouvrables.

La méthode utilisée consiste à répartir sur les cinq dernières années des concours accordés, afin de déterminer le flux recouvrable à actualiser. Les mises en place pour chaque ligne de produits sont déduites des encaissements constatés ainsi que les pertes pour irrécouvrabilités réelles ou estimées. Le flux recouvrable ainsi déterminé est actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine. Le stock des flux recouvrables antérieur aux cinq dernières années est réputé exigible immédiatement.

Pour l'exercice 2016, l'impact net en compte de résultat de cette actualisation est un produit de 502 milliers d'euros. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés. Les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Par ailleurs, les encours de créances restructurées, reclassés dans la catégorie des crédits sains, ne font plus l'objet de provisions, conformément à ce que prévoit la réglementation.

Une dépréciation peut être constituée afin de couvrir le risque de recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration.

De telles modifications de valeurs sont enregistrées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuille homogène. Cette analyse permet d'identifier des Groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement. Compte tenu d'événements économiques exceptionnels, des provisions collectives additionnelles peuvent être constatées au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique donnés.

Une provision collective sur les encours sains est déterminée par marché. Le stock de provisions au passif s'élève à 3,739 millions d'euros au 31 décembre 2016.

PORTEFEUILLE TITRES

Les titres sont classifiés en fonction de :

- leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et titres de l'activité de portefeuille, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation similaires qui sont les suivantes :

Titres de transaction

Ce sont les titres négociables sur un marché liquide qui sont acquis dans une intention de revente dans un délai inférieur à un an. Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, sous la rubrique : « *Gains sur opérations de portefeuille de négociation* ».

Titres de placement

Ce sont les titres qui sont acquis dans une intention ni de transaction, ni d'investissement.

Quand ceux-ci sont disponibles, ils sont valorisés sur la base de cours de Bourse, ou de notations externes, sinon des modèles internes communément admis sont utilisés. La différence entre la valeur comptable – corrigée des amortissements des surcotes et décotes – et le prix de marché des titres, fait l'objet d'un provisionnement par titres de même nature, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres à revenu fixe que la Banque a l'intention de détenir de façon durable jusqu'à l'échéance.

Conformément aux règles comptables, seuls les intérêts courus et échus sont comptabilisés en compte de résultat.

Les dotations et reprises de provisions pour risque de contrepartie de titres d'investissement sont enregistrées sous la rubrique : « *Gains et pertes sur actifs immobilisés* ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. À la clôture de l'exercice, elles sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Revenus des titres à revenu variable ».

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « *Gains sur opérations du portefeuille de placement* ».

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition.

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique : « *Produits d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe du compte de résultats* ».

Titres de participation, de filiale et autres titres immobilisés

Il s'agit :

— d'une part, des titres représentant au moins 10% du capital d'une entreprise et dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle ;

— d'autre part, des titres détenus sur une longue période dans la seule intention d'en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans intervention dans la gestion de la société émettrice.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « *Revenus des titres à revenu variable* ».

Les titres de participation sont évalués en fonction de leur valeur d'usage par référence à différents critères tels que l'actif net, le cours de bourse, la capitalisation de résultats. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille titres. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées sous la rubrique : « *Gains et pertes sur actifs immobilisés* ».

En cas de capitaux propres négatifs, un complément de provision est comptabilisé en provision pour risques et charges.

La Banque n'a aucune exposition envers des structures non régulées.

Test de dépréciation des titres de participation

Les sociétés contrôlées font l'objet d'une campagne annuelle de valorisation dans le trimestre précédent l'arrêté des comptes annuels.

Les sociétés ayant un historique de distribution de dividendes avec un maintien ou une progression de leurs capitaux propres sont réputées sans besoin de provisionnement. Ce principe peut être remis en cause par la connaissance d'événements défavorables ou représentatifs de risques.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée d'usage estimée des immobilisations selon la méthode linéaire ou dégressive :

Agencements	5 ans à 9 ans selon la localisation
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel de bureau, véhicules	4 ans
Logiciels acquis	12 mois à 10 ans

Ces règles ont été déterminées en application du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014.

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser, attachés à ces titres, sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts sous la rubrique : « *Emprunts obligataires et autres titres à revenu fixe* » du compte de résultat.

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Composition du capital social

Le capital social d'Orange Bank est de 220 825 712 €, composé de 13 801 607 actions qui se répartissent comme suit :

Rapp 77	13 801 606 actions soit 99,999 %
Orange Participations	1 action

Provisions pour risques et charges

En application du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, les provisions pour risques et charges sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise (litiges, ...).

Les provisions comprennent :

— les provisions concernant des engagements par signature, et pour risques divers et litiges ;

— les provisions collectives sectorielles notamment sur les rentes viagères.

La Banque n'a pas de risque sur les pays émergents.

La Banque n'a pas constitué de provision pour grosse réparation, n'ayant pas identifié d'élément en justifiant.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 (relatif à la comptabilisation des comptes et plans d'épargne logement), les comptes et plans d'épargne logement comportent différentes composantes qui génèrent des droits et des engagements pour leurs titulaires, et symétriquement, pour les établissements de crédit. Pour les établissements de crédit, ces engagements génèrent des conséquences de deux natures qu'il convient de provisionner :

1. Rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

2. Prêter au client à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat.

L'impact sur le compte de résultat n'est pas significatif.

Litiges

Orange Bank fait l'objet de deux contentieux historiques où les demandeurs réclament au total environ 350 millions d'euros au titre du préjudice financier qu'ils prétendent avoir subi. Orange Bank considérant ces réclamations non fondées et les contestant fermement, le Groupe n'a comptabilisé aucun passif, à l'exception d'une provision couvrant les frais de défense de la Banque.

Opérations en devises

Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat. Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, les positions de change au comptant et les opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat.

Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes au sens de l'article 9 du présent règlement, sont parallèlement rapportés au compte de résultat sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014. Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes hors bilan pour la valeur nominale des contrats (cf. notes n°17 et 18). Ce montant représente le volume des opérations en cours, il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférant à ces instruments :

Opérations de couverture

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. S'ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés en résultat net sur opérations financières.

Opérations de marché

Les opérations de marché incluent d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, d'autre part, des instruments qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture, éventuellement corrigée d'une décote prudentielle. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultats en résultat net sur opérations financières, dans les rubriques : « *Résultat net des opérations sur titres de transaction et sur instruments financiers à terme* » ou « *Résultat net des opérations de change et sur instruments financiers assimilés* ».

Les pertes ou profits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrées dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata-temporis, selon la nature de l'instrument. En fin d'exercice, les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques.

Engagements en matière de retraites

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont provisionnés à la clôture de l'exercice. Ces engagements sont évalués sur la base des droits acquis pour l'ensemble du personnel en activité en fonction du taux de rotation du personnel, des salaires futurs actualisés et des charges sociales. Le calcul des engagements a été effectué par une société externe sur la base des données individuelles.

Les engagements en matière de médaille du travail sont provisionnés à la clôture de l'exercice.

Engagements de hors-bilan

La Banque constate dans le hors-bilan les engagements irrévocables donnés ou reçus.

Évaluation de certains postes du compte de résultat

Commissions

Les commissions sont comptabilisées en fonction de la réalisation des prestations auxquelles elles se rattachent, soit immédiatement en résultat, soit de façon étalée.

Pour les prestations ponctuelles, celles-ci sont directement comptabilisées en compte de résultat.

Les commissions sur courtage sont enregistrées en fonction de la date d'opération et non de la date de dénouement.

Frais de personnel

La rubrique « *Frais de personnel* » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

Les engagements en matière de compte épargne temps ont été enregistrés pour un montant de 1,4 million d'euros charges sociales incluses.

Orange Bank bénéficie du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi calculé conformément à l'article 244 quater C du CGI au taux de 6 % pour cet exercice. Il progressera de 1 % en 2017. Pour l'exercice 2016, le CICE s'élève à 608 milliers d'euros.

L'usage de ce crédit d'impôt a notamment permis le financement :

- D'actions d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise au travers d'investissements portant sur des actions de prospection commerciale, d'amélioration de la satisfaction client ainsi que de renforcement de l'analyse technique et des procédures de gestion ;
- Des développements informatiques et de processus liés à l'utilisation des nouvelles technologies ;
- De formation des collaborateurs ;
- D'actions liées au développement durable.

Impôts sur les bénéfices

La Banque membre depuis le 1^{er} janvier 2002, du Groupe d'intégration fiscale dont la société mère était Groupama SA, est sortie de celui-ci, en date du 1^{er} janvier 2016, du fait de la prise de participation de Rapp 77 dans son capital. La sortie du groupe d'intégration fiscale n'a pas donné lieu à indemnité.

— Nature et contenu spécifique de la rubrique « *Impôts sur les bénéfices* » :

À la clôture de l'exercice, la rubrique « *Impôts sur les bénéfices* » se décompose comme suit :
Compte – « Impôts sur les sociétés – Produits » : 285 milliers d'euros qui correspondent à des crédits d'impôts.

Dépenses environnementales

La Banque, compte tenu de ses activités, n'a pas à constater de charges, passifs ou actifs environnementaux.

Honoraires des CAC

Le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat s'élève à 620 722 €, dont 434 246 € au titre du contrôle légal des comptes et 186 476 € au titre des rapports légaux connexes (rapports sur la fonction dépositaire et la protection des avoirs ou le contrôle des déclarations TLTRO) des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

Effectif

Rémunérations allouées aux membres du Comité exécutif

La rémunération allouée au titre de l'exercice à raison de leur fonction s'élève à 471 243,15 € nets de toutes cotisations ou retenues. Le Comité exécutif est composé au 31 décembre 2016 de 6 membres.

Effectif moyen (CDD+CDI+ALD)	31/12/2016	31/12/2015
Employés	292	295
Cadres	322	305
Total	614	600

Exposition aux dettes des pays à risque

La Banque n'a pas d'engagement sur des pays hors de la zone Euro.

Note n°2. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2016					31/12/2015
	< 1 mois	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	
Comptes et prêts	945 994		945 994	18	946 011	277 006
> A vue	103 152		103 152	- 0	103 152	174 871
> A terme	842 842		842 842	18	842 859	102 135
Valeurs reçues en pension	-		-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	16		16	-	16	-
Prêts subordonnés	-	2 682	2 682	1	2 683	2 684
Sous total	946 010	2 682	948 692	19	948 711	279 690
Provisions			-		-	-
Valeurs nettes	946 010	2 682	948 692	19	948 711	279 690

Note n°3-1. – Opérations avec la clientèle : Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2016										31/12/2015
	< 1 mois	> 1 < 3 mois	> 3 < 6 mois	> 6 mois < 1 an	1 an > 2 ans	2 ans > 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	
Créances commerciales										-	-
Autres concours à la clientèle	64 852	72 927	129 491	212 616	623 272	584 250	378 661	2 066 068	4 047	2 070 115	1 945 572
Titres reçus en pension livrée									-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	70 432							70 432	424	70 856	71 419
Créances douteuses	55 300							55 300	-	55 300	44 129
Douteux	28 454							28 454	-	28 454	18 402
Douteux compromis	26 846							26 846	-	26 846	25 727
Sous total	190 585	72 927	129 491	212 616	623 272	584 250	378 661	2 191 800	4 471	2 196 271	2 061 119
Provisions	32 721							32 721		32 721	26 735
Valeurs nettes au bilan	157 864	72 927	129 491	212 616	623 272	584 250	378 661	2 159 079	4 471	2 163 550	2 034 384

Note n°3-2. – Ventilation des créances de la clientèle par nature

(En milliers d'euros.)	31/12/2016					31/12/2015
	Créances Brutes	Créances Rattachées	Total			
			Brut	Dépréciations	Net	Net
Créances commerciales		-	-	-	-	

Crédits de trésorerie	1 082 237	2 075	1 084 312	-	1 084 312	1 072 703
Crédits à l'équipement	263 629	762	264 391	-	264 391	204 219
Crédits à l'habitat	718 004	1 208	719 212	-	719 212	604 726
Crédits à la clientèle - Autres crédit	2 197	4	2 201	-	2 201	63 923
Valeurs non imputées	1 017	-	1 017	-	1 017	1 445
Comptes ordinaires de la clientèle	69 415	424	69 839	-	69 839	69 974
Créances douteuses	55 300	-	55 300	- 32 721	22 579	17 394
Douteux	28 454	-	28 454	- 14 554	13 899	7 375
Douteux compromis	26 846	-	26 846	- 18 167	8 679	10 019
Total créances	2 191 800	4 472	2 196 271	- 32 721	2 163 550	2 034 384

Note n°4-1. – Titres de transaction, de placement et d'investissement

(En milliers d'euros.)	Transaction	Placement	Investissement	31/12/2016	31/12/2015
Effets publics et valeurs assimilées	-	24 611	686 075	710 686	760 339
Titres Cotés		24 611	686 075	710 686	720 590
Titres non Cotés	-	-	-	-	39 749
Créances rattachées		6	5 349	5 355	6 061
Dépréciations		-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	-	24 617	691 424	716 041	766 400
Obligations et autres titres à revenu fixe	236 610	448 385	174 478	859 474	1 042 553
Titres Cotés	236 610	357 882	108 478	702 972	843 500
Titres non Cotés		90 503	66 000	156 503	199 053
Créances rattachées		2 552	654	3 206	4 811
Dépréciations		- 642	0	- 642	- 894
Valeurs nettes au bilan	236 610	450 295	175 133	862 038	1 046 470
Actions et autres titres à revenu variable		17		17	35
OPCVM		17	-	17	35
Dépréciations		-	-	-	-
Valeurs nettes au bilan	-	17	-	17	35
Total valeurs nettes	236 610	474 929	886 557	1 578 096	1 812 905
Valeurs estimatives	236 610	476 571	945 660	1 658 842	1 877 920

Note n°4-2. – Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros.)	Analyse par durée résiduelle										
	<1 mois	1 mois - 3 mois	3 mois - 6 mois	6 mois - 1 an	1 an - 2 ans	2 ans - 5 ans	+ 5 ans	Sous-total 31/12/2016	Créances rattachées	Total 31/12/2016	31/12/2015
Obligations et titres à revenu fixe	42 185	90 847	65 603	143 601	180 989	203 472	132 145	858 842	3 206	862 048	1 071 970
Effets publics et valeurs assimilées	-	2 711	7 025	5 909	15 930	328 000	351 752	711 327	5 355	716 683	741 794
Total	42 185	93 558	72 628	149 510	196 919	531 472	483 897	1 570 169	8 561	1 578 730	1 813 764
Dépréciations Effets Privés	-							-		-	-
Dépréciations Effets Publics			- 79	- 133	- 429			- 641		- 641	- 894
Valeurs nettes au bilan	42 185	93 558	72 549	149 377	196 490	531 472	483 897	1 569 528	8 561	1 578 089	1 812 870

Note n°5. – Valeur estimative des titres de participation, parts dans les entreprises liées, autres immobilisations financières

(En milliers d'euros.)	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Titres de participation				
Valeur brute	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-
Valeurs nettes des titres de participation	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées				

Valeur brute	-	-	130 497	130 497
Provisions	-	-	4 800	4 800
Valeurs nettes parts dans les entreprises liées	-	-	125 697	125 697
Autres titres à long terme				
Valeur brute	290	290	77	77
Créances douteuses				
Provisions	-	-	-	-
Valeurs nettes titres à long terme	290	290	77	77
Total	290	290	125 774	125 774

NB : les titres de filiales de Groupama Banque ont été cédés dans le cadre de la prise de participation d'Orange dans le capital

Note n°6. – Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	Valeurs brutes	Amortissements et Provisions	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements et Provisions	Valeurs nettes
Immobilisations corporelles	10 981	9 826	1 155	10 866	9 206	1 660
Immobilisations incorporelles *	53 040	37 034	16 005	52 141	36 557	15 584
Valeurs au bilan	64 021	46 860	17 161	63 007	45 764	17 244

** dont apport CGG 295 milliers d'euros*

Note n°7. – Variation de l'actif immobilisé

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016			
		Augmentation (Acquisitions et dotations)	Diminution (Cession et reprises)	Autres mouvements	Total
Titres de participations et parts dans les entreprises liées	125 697	-	- 125 697	-	-
Valeur brute	130 499	-	- 130 499		-
Provisions	4 802	-	- 4 802		-
Titres de l'activité de portefeuille	77	-	- 77		-
Valeur brute	77	-	- 77		-
Valeurs nettes au bilan des titres et avances	125 774	-	- 125 774		-
Immobilisations incorporelles (*)	52 141	15 581	- 14 682		53 040
Amortissements des immobilisations incorporelles	36 557	477			37 034
Immobilisations corporelles	10 866	115			10 981
Amortissements des immobilisations corporelles	9 206	620			9 826
Valeurs nettes des immobilisations	17 244	14 599	- 14 682	-	17 161
Total en valeurs nettes au bilan	143 018	14 599	- 140 456	-	17 161

() immobilisations incorporelles en cours de développement dans le cadre du projet Orange Bank*

Note n°8. – Autres actifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Autres actifs	110 976	93 081
Débiteurs divers	14 180	8 102
Comptes de règlement	4 178	61
Dépôts de garantie versés	92 619	84 918
Comptes de régularisation	27 360	13 636
Comptes d'encaissement et de transfert	234	165
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	460	1 317
Produits à recevoir	12 269	7 669

Charges constatées d'avance	844	304
Autres comptes de régularisation	13 551	4 180
Valeurs nettes au bilan	138 336	106 717

Note n°9. – Dépréciations de l'actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016			
		Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Total
Sur créances clientèle	26 735	20 037	14 051		32 721
Sur titres immobilisés	1	-			1
Sur autres actifs	194	-	30		164
Total	26 930	20 037	14 080	-	32 886

Note n°10. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2016						31/12/2015
	< 1 mois	2 ans > 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	
Compte et emprunts	17 294	433 140	16 946	467 380	35	467 415	651 392
A vue	17 294			17 294	- 0	17 294	26 255
A terme	-	433 140	16 946	450 086	35	450 121	625 137
Valeurs au bilan	17 294	433 140	16 946	467 380	35	467 415	651 392

Note n°11. – Comptes créditeurs de la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2016				31/12/2015
	< 1 mois	Total en principal	Dettes rattachées	Total	
Comptes ordinaires créditeurs	3 071 798	3 071 798	110	3 071 908	2 393 293
Comptes et emprunts à terme	565	565	-	565	-
Comptes sur livrets et comptes d'épargne à régime spécial	671 572	671 572		671 572	648 334
Autres dettes envers la clientèle	16 278	16 278		16 278	53 358
Titres donnés en pension livrée	25 813	25 813	-	25 813	52 743
Total	3 786 025	3 786 025	110	3 786 135	3 147 726

Note n°12. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2016									31/12/2015
	< 1 mois	> 1 < 3 mois	> 3 < 6 mois	> 6 mois < 1 an	1 an > 2 ans	2 ans > 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	
Titres de créance négociable	1 700	-	1 200	7 210	41 200	76 550	127 860	3 790	131 650	85 734
Dans la zone Euro	1 700	0	1 200	7 210	41 200	76 550	127 860	3 790	131 650	85 734
Valeurs au bilan	1 700	-	1 200	7 210	41 200	76 550	127 860	3 790	131 650	85 734

Note n°13. – Autres passifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Autres passifs	16 224	19 953
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	3 570	14 772
Dépôts de garantie reçus	44	532
Créditeurs divers	12 609	4 649
Comptes de régularisation	99 453	95 651
Comptes d'ajustement et d'écarts	6	5
Produits constatés d'avance	40 352	46 509
Charges à payer	49 867	41 031

Autres comptes de régularisation	9 227	8 106
Valeurs nettes au bilan	115 677	115 604

Note n°14. – Provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2016				31/12/2015
	Dotations	Reprise et utilisation	Autres mouvements	Total	
Risque d'exécution des engagements	1 163	2 205		9 017	10 059
Retraites et assimilées	945			3 243	2 298
Immobilisations financières				-	
Autres risques et charges	453	1 851		2 430	3 828
Dont Médaille du travail	454	658		1 988	2 192
Charges exceptionnelles				-	-
Valeurs au bilan	2 561	4 056	-	14 690	16 185

Note n°15. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015
	> 1 < 3 mois	> 5 ans	Total	Total
Dettes subordonnées à durée indéterminée		27 443	27 443	27 441
Total zone euro		27 443	27 443	27 441
Dettes rattachées	343		343	1
Valeurs au bilan	343	27 443	27 785	27 442

Note n°16. – Evolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	Affectation du résultat N-1	Augmentation du capital	Autres mouvements	Distribution versée	Résultat au 31/12/2016	31/12/2016
Capital libéré	120 826		100 000				220 826
Primes d'émission	171 411			- 66 604			104 807
Réserves	22 830	2 249		- 12 996			12 083
Dont Réserve légale	9 833	2 249					12 082
Report à nouveau bénéficiaire	61 385	2 787		- 64 172			-
Résultat en instance d'affectation	5 035	- 5 035				- 21 174	- 21 174
Distribution de dividendes	-						-
Total	381 487	-	100 000	- 143 772	-	- 21 174	316 542

Note n°17. – Opérations de change et emprunts en devises

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant	184	185	38	39
Euros achetés non reçus	184		19	
Devises achetées non reçues	-		19	
Euros vendus non livrés		-		19
Devises vendues non livrées		185		20
Prêts et emprunts de devises	-	-	-	-
Devises prêtées non livrées	-	-	-	-
Devises empruntées non livrées	-	-	-	-
Opération de change à terme	14 275	15 815	77 435	80 373
Devises hors Euroland	8 198	8 198	67 739	13 206
Devises Euroland	6 078	7 617	9 695	67 167
Report/ Deport	1 898	3 814	12	4 406
Total	16 358	19 814	77 485	84 818

Note n°18. – Opérations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2016				31/12/2015
	Spéculation	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	
SWAPS de taux d'intérêts - Marché de gré à gré	-	484 315	-	484 315	493 169
Euros	-	484 315	-	484 315	493 169
Devises	-	-	-	-	-
Futurs de taux - Marché organisé	342 000	-	-	342 000	371 800
Achat de contrats BUND, BOBL, SCHATZ, Euribor	-	-	-	-	-
Vente de contrats BUND, BOBL, SCHATZ, Euribor	342 000	-	-	342 000	371 800
Total	342 000	484 315	-	826 315	864 969

Note n°18Bis. – Durée restant à courir : instruments financiers à terme de couverture

SWAPS de taux d'intérêts - Marché de gré à gré (En milliers d'euros.)	31/12/2016				31/12/2015
	1 an - 2 ans	2 ans - 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Total en principal
Opérations de couverture	60 000	144 363	279 952	484 315	493 169

Note n°19. – Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations avec les établissements de crédit	1 094	1 481
Opérations avec la clientèle	62 309	61 080
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	27 537	28 862
Autres intérêts et produits assimilés	22	23
Total	90 962	91 446

Note n°20. – Intérêts et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations avec les établissements de crédit	2 941	878
Opérations avec la clientèle	32 520	33 706
Obligations et autres titres à revenu fixe	14 875	14 697
Charges sur dettes subordonnées	492	267
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Total	49 828	49 548

Note n°21. – Revenu des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Titres de participations et parts dans les entreprises liées	25 262	24 027
Total	25 262	24 027

Note n°22. – Produits nets des commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	11	95	- 83	3	101	- 98
Sur opérations avec la clientèle	6 724	158	6 566	8 259	40	8 219
Sur opérations sur titres	1 491	5 220	- 3 729	2 023	5 536	- 3 513

Sur opérations de change	113	-	113	139	-	139
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	150	5	145	149	239	- 90
Prestations de services (cf. note n° 23)	52 536	3 491	49 045	54 690	4 042	50 648
Produits nets des commissions	61 025	8 968	52 057	65 263	9 958	55 304

Note n°23. – Prestations de services

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Produits nets de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle	20 323	21 839
Produits nets sur moyens de paiement	26 064	26 558
Autres produits (charges) nets de services financiers	2 658	2 251
Total	49 045	50 648

Note n°24. – Résultat sur opérations du portefeuille de négociation

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations sur titres de transaction	175	1 030
Opérations de change	397	41
Pertes sur opérations réalisées avec les instruments financiers	- 2 753	- 2 561
Total	- 2 181	- 1 490

Note n°25. – Résultat sur opérations du portefeuille de placement

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions		-790
Reprises de provisions	253	
Dotations ou reprises nettes aux provisions	253	- 790
Titres de placement		
Plus-values de cession réalisées	913	501
Moins-values de cession réalisées	-2 434	-3 823
Solde net des moins-values de cession	- 1 521	- 3 322
Titres de l'activité de portefeuille	-	
Plus-values de cessions réalisées	-	
Moins-values de cessions réalisées	-	
Solde des plus et moins-values de cession	-	
Total	- 1 268	- 4 112

Note n°26. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Produits	Charges	31/12/2016	31/12/2015
Autres résultats d'exploitation bancaire	2 197	- 1 799	398	89
Produits rétrocédés	-	- 14 739	- 14 739	- 17 494
Total	2 197	- 16 538	- 14 341	- 17 405

Note n°27. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Frais de personnel	48 756	46 316
Salaires et traitements	30 002	28 279
Charges sociales	14 418	13 555
Intéressement	424	1 208
Impôts et taxes sur rémunérations	4 572	4 581

Autres charges de personnel (*)	- 660	- 1 307
Autres frais administratifs	47 201	37 300
Impôts et taxes	1 467	1 184
Services extérieurs	44 842	36 084
Autres charges diverses d'exploitation	1 347	271
Dotations Provisions pour risques	1 398	186
Reprise des Provisions pour risques	- 1 851	- 425
Total	95 957	83 616
<i>(*) Dont refacturation liée au personnel détaché</i>		

Note n°28. – Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	477	612
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	620	550
Total	1 096	1 162

Note n°29. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions	20 998	19 799
Provisions sur créances douteuses	20 105	18 316
Autres provisions	893	1 483
Reprises de provisions	16 021	17 071
Provisions sur créances douteuses	14 081	16 342
Autres provisions	1 941	729
Variation des provisions	- 4 977	- 2 728
Créances irrécouvrables non provisionnées	237	248
Créances irrécouvrables provisionnées	5 567	5 394
Récupérations sur créances totalement amorties	387	341
Total	- 10 394	- 8 029

Note n°30. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations financières (*)	- 14 674	- 680
Total	- 14 674	- 680
<i>(*) passage en perte du fonds de commerce</i>		

Note n°31. – Impôt sur les sociétés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Total	285	301
* <i>Crédits d'impôts remboursés</i>		

Filiales et participations au 31 décembre 2016

[illegible]

Filiales non reprises au § 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Participations non reprises au § 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

(Articles 133-135 du décret sur les sociétés commerciales)

	2012	2013	2014	2015	2016
1) Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	120 825 712	120 825 712	120 825 712	120 825 712	220 825 712
Nombre d'actions émises	7 551 607	7 551 607	7 551 607	7 551 607	13 801 607
2) Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	181 747 876	176 653 827	173 128 619	180 299 743	177 264 958
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	1 665 007	16 845 688	3 877 956	9 982 859	-20 872 678
Impôt sur les bénéfices	-265 496	-363 646	-462 257	-300 885	-285 104
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	8 147 046	12 658 385	3 698 976	5 035 471	-21 173 563
Montants des bénéfices distribués en N	3 269 901	7 551 607	10 194 669	3 473 739	-
3) Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	0,19	2,18	0,45	1,28	-
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	1,08	1,68	0,49	0,67	-
Dividende versé à chaque action en N+1	1,00	1,35	0,46	-	-
4) Personnel					
Nombre de salariés inscrit à la date de clôture	669	560	547	550	614
Montant de la masse salariale	34 213 267	33 344 508	27 512 856	28 278 583	30 001 834
Montant versé au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc...)	17 981 737	16 775 284	14 442 968	14 763 173	14 841 752

IV. – Affectation du résultat

Troisième résolution - L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels décide d'affecter la perte de l'exercice, d'un montant de - 21 173 563,24 euros, au compte report à nouveau. Conformément à la loi, Il est rappelé qu'il n'a pas eu de dividende versé en 2015, qu'un dividende de 0,46 euro par action a été distribué en 2014, qu'un dividende de 1,35 euro a été distribué au titre de l'exercice 2013. Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Orange Bank, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Provisionnement des risques de crédit

Votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités tel qu'il est exposé dans la note 1, dans sa partie « Principes comptables et méthodes d'évaluation », et dans les notes 3-1, 3-2 et 9 de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle mis en place par la Direction relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et des provisions individuelles et collectives.

Valorisation des portefeuilles de titres et des instruments financiers

Votre société détient des positions sur titres et instruments financiers. La note 1 de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et les méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre société et les informations fournies dans les notes 4-1 et 4-2 de l'annexe aux comptes annuels et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Les commissaires aux comptes
Paris La Défense, le 28 février 2017

KPMG S.A.
Isabelle Goalec
Associée

Ernst & Young Audit
Olivier Drion
Associé

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.

1701198